

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale
Drôme Ardèche

Subdivision Ardèche

Affaire suivie par : Jean-Etienne MARTIN

Tél. : 04 75 65 51 53

Télécopie : 04 75 65 51 58

Courriel : jean-etienne.martin@developpement-durable.gouv.fr

Ref. : 20190719-RAP-DAEN0648

PREFECTURE DE L'ARDECHE
Service SIPPAT-BCEP-SEEP
Guichet unique
BP 721
07007 PRIVAS CEDEX

Privas, le 9 OCT 2019

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Société STS COMPOSITES à Saint-Désirat (07)

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Mesures temporaires de réduction des émissions atmosphériques en épisode de pollution

Document de référence : Propositions de STS Composites du 14 février 2019

Adresse de l'établissement : Zone industrielle
BP 3
07340 Saint-Désirat

Activité principale : Conception et fabrication de pièces en matériaux composites et thermoplastiques pour l'automobile

Code S3IC de l'établissement : 61-2410

Priorité DREAL PR

Pièce jointe : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Original : Préfecture de l'Ardèche / Service SIPPAT

Copies : Inspecteur signataire, chrono sub 2

1. Présentation de l'établissement

La société STS Composites exploite, à Saint-Désirat, un établissement de production de pièces composites et thermoplastiques pour voiture et camion (moulage + peintures).

Cet établissement a son fonctionnement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003-218-6 du 6 août 2003 modifié et complété.

Le présent rapport concerne l'usine de production dont la situation administrative est la suivante :

Nature des activités	Installations concernées	Volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Vernis – application de peintures	7 cabines + 5 fours	2 200 kg/jour	2940-2-a	A
Procédé de chauffage	4 chaudières avec huile	5,9 MW	2915-1-a	A
Traitement de surface	Utilisation de solvant pour les opérations de peinture	580 t/an	3670	A
Nettoyage – dégraissage de surface par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse	TTS – bacs de dégraissage	13 500 l	2563-1	E
Transformation de polymères	Moulage / ébavurage	60 t/jour	2661-2-a	E
Stockage de polymères	Stockage + en cours de production	150 m ³	2662-3	D
Installation de combustion	- 2 chaudières vapeur - installation de peinture	2 x 688 kW 17,9 MW	2910-A-2	D
Liquides inflammables	Cuves et stockage de fûts	- 16 m ³ de solvants usagés - 50 m ³ de peintures - 2 m ³ de colle - 10 m ³ de solvants neufs 2 m ³ autres solvants, soit 82 tonnes	4331-3	D

2. Enjeux liés à la qualité de l'air

Deuxième région métropolitaine par sa population et sa superficie, Auvergne-Rhône-Alpes est une région fortement émettrice de polluants atmosphériques. La qualité de l'air représente un enjeu majeur de santé publique. La région est confrontée chaque année à des niveaux de pollutions supérieurs aux seuils fixés par la législation européenne. Ils se traduisent par des dépassements des seuils d'information et d'alerte définis par le dispositif actuel pour plusieurs polluants.

- 1) **L'ozone (O₂) en été** : polluant secondaire dont les COV sont un précurseur. Des niveaux en ozone supérieurs à la valeur cible pour la santé et pour la végétation sont régulièrement relevés.

- 2) **Les particules fines (PM)** : préoccupantes en hiver. La valeur limite journalière est régulièrement franchie, notamment aux abords des grands axes routiers des agglomérations de Lyon, Annecy, Chambéry et Grenoble. Notre région est concernée par la situation de contentieux européen sur les particules fines, la France étant en instance de condamnation par la Cour européenne de justice.
- 3) **Le dioxyde d'azote (NO₂)** : secteurs les plus touchés : centre des grandes agglomérations et grands axes interurbains en lien direct avec les émissions des transports, source majoritaire du NO₂. Notre région est concernée par un contentieux européen compte tenu des dépassements de valeurs limites récurrents constatés.
- 4) **Le dioxyde de soufre (SO₂)** : en amélioration très sensible et continue du fait du renforcement des normes, de la diminution du soufre dans les combustibles et de la substitution du fuel par le gaz. Les dépassements sont plus ponctuels et liés à une pollution industrielle de courte durée.

3. Dispositif mis en place en Auvergne-Rhône-Alpes

Les pics de pollution atmosphériques accentuent les risques sanitaires liés à une qualité de l'air dégradée. C'est pourquoi des mesures spécifiques sont prises en cas de concentration élevée en polluants.

En Auvergne-Rhône-Alpes, le dispositif d'information et d'alerte de la population en cas de pointe de pollution est désormais régi par le document cadre zonal (DCZ) relatif aux procédures préfectorales et aux mesures de dimension interdépartementale en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant, approuvé par l'arrêté zonal n°69-2019-06-19-001 du 19 juin 2019.

Au niveau départemental, ces procédures ont été déclinées dans l'arrêté préfectoral n° 07-2018-03-09-002 du 09 mars 2018 relatif aux procédures préfectorales d'information-recommandation, d'alerte du public et aux mesures d'urgence à prendre en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant dans le département de l'Ardèche.

Le dispositif est activé sur des zones prédéfinies du territoire, les « bassins d'air », dès lors que des dépassements de seuils d'information ou d'alerte sont dépassés sur constat ou sur prévision pour les polluants suivants : dioxyde d'azote, dioxyde de soufre, ozone, particules fines.

Le dispositif comprend un niveau d'information-recommandation et 2 niveaux d'alerte, N1 et N2, dont un niveau N2 aggravé, pour permettre une mise en œuvre graduée des mesures.

Le déclenchement est caractérisé :

- soit à partir d'un critère de superficie : 25 km² par modélisation et par bassin d'air,
- soit à partir d'un critère de population exposée : 10 % de la population du bassin est concernée par un dépassement de seuil pour le bassin d'air de la Vallée du Rhône.

L'arrêté définit 3 types d'épisodes permettant de déployer un bouquet de mesures adaptées à la situation :

- un épisode de type « **combustion** » (polluants concernés PM₁₀ et NO₂) : épisode de pollution qui se caractérise par une concentration en PM₁₀ majoritairement d'origine carbonée (issus de combustion de chauffage ou de moteurs de véhicules).

Ce type d'épisode est souvent associé à un taux d'oxyde d'azote également élevé, notamment en proximité des réseaux de transport :

- un épisode de type « **mixte** »* (polluants concernée PM_{10} et NO_2) : épisode de pollution qui, en plus d'être lié aux particules d'origine carbonée, se caractérise également par une part importante de particules formées à partir d'ammoniac et d'oxyde d'azote ;
- un épisode de type « **estival** » (polluants concernés (O_3 et NO_2) : épisode de pollution lié à l'ozone, d'origine secondaire, formé notamment à partir de composés organiques volatils (COV) et d'oxyde d'azote. Ce type d'épisode peut être associé à des taux de dioxyde d'azote également élevé, notamment en proximité des réseaux routiers.

Le dispositif s'entend par type d'épisode et par zone géographique (appelée bassin d'air) défini à l'annexe 6 du document cadre zonal approuvé par arrêté le 19 juin 2019.

Le déclenchement des mesures d'information ou d'urgence s'effectue donc par zone, sur chaque zone où un dépassement est constaté. Le constat de l'état de la pollution est réalisé par l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air « Air Auvergne-Rhône-Alpes » à 12h30, ce qui permet l'envoi d'un communiqué au préfet de zone avant 15h00 qui le transmet à la DREAL avant 15h30 qui en informe alors les exploitants. L'activation des mesures d'urgence est prévue à 17h00 le jour J.

Le dispositif prévoit que l'information des industriels par la DREAL doit être faite dès l'atteinte du niveau d'information-recommandation, qui précède le niveau d'alerte.

Devant être opérationnelle 7 jours sur 7, cette information est faite de manière automatisée, sous la forme de communiqués transmis par courrier électronique aux exploitants concernés. Ces communiqués font état de la situation au regard de la pollution atmosphérique sur l'ensemble du territoire Auvergne-Rhône-Alpes. Il appartient à l'exploitant d'en prendre connaissance, pour vérifier si l'épisode de pollution le concerne (zone et type de polluant à l'origine de l'épisode).

Dès lors que tel est le cas, dès l'atteinte du niveau d'alerte et jusqu'à réception d'un communiqué indiquant le retour au niveau information-recommandation, ou la fin de l'épisode, l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures de maîtrise et de réduction d'émissions qui lui incombent et qui lui ont été prescrites par arrêté préfectoral.

Les plus gros émetteurs du territoire Auvergne-Rhône-Alpes sont visés par la généralisation des mesures de réduction d'émissions de polluants en cas d'atteinte du seul d'alerte.

Les actions définies dans les arrêtés d'autorisation préfectoraux sont spécifiques à chaque site et sont appropriées à l'activité. Elles couvrent à la fois la maîtrise et la réduction des émissions. Elles concernent les émissions de NO_2 , de particules, de COV et de SO_x , et sont graduées proportionnellement à l'importance du pic de pollution.

4. Propositions de l'exploitant

En tant que gros émetteur de COV (> 50 t), la société STS Composites est visée par la démarche de réduction de ses émissions de COV, en cas d'alerte de pollution pour un épisode de type estival (polluant concernés : O_3 et NO_2). Elle se situe dans le bassin d'air de la Vallée du Rhône.

** En période d'intersaisons, les émissions de particules et d'oxydes d'azote (trafic routier, chauffage, émissions industrielles,...) se combinent avec les émissions d'ammoniac (épandages agricoles) par réaction photochimique. Un bon ensoleillement et des températures élevées favorisent la production de ces polluants secondaires.*

Par courrier visé en référence, l'exploitant a proposé de mettre en œuvre plusieurs mesures visant à diminuer de manière temporaire les émissions atmosphériques de COV, dès lors que la zone dans laquelle est implanté son établissement fait l'objet d'une alerte à la pollution. Ces actions proposées ont fait l'objet de plusieurs échanges avec l'inspection.

Polluant COV : L'exploitant a remis les propositions suivantes (14/02/2019) :

Alerte niveau 1 :

- activer la cellule de surveillance par le service HSE de l'usine (utilisation des données Air-Atmo/météo/préfecture) ;
- réaliser des communications et sensibilisations au personnel sur les niveaux d'alertes, les émissions de COV et comment les réduire :
 - flash sécurité diffusé à l'ensemble du personnel du site (sociétés extérieures, intervenants, CDI, CDD, intérimaires),
 - promotion du covoiturage auprès du personnel,
 - contrôle des actions de sensibilisation dans les broeries ;
- reporter, si possible, le pompage de solvant et le dépotage du gasoil sur le site (hors sprinkler) ;
- limiter les déplacements entre les différents sites ardéchois en privilégiant les conférences téléphoniques.

Alerte niveau 2 :

- reporter les tests sprinkler et le test hebdomadaire de démarrage du groupe électrogène (défense incendie) ;
- interdire les déplacements non stratégiques (inter-sites) ;
- privilégier les opérations de maintenance (arrêt production) des presses lors de cette période ;
- reporter l'entretien des extérieurs via engins thermiques.

Alerte niveau 2 aggravé :

- arrêt de la spot repair n° 2 Unité 7 si les lignes de peinture 3 et 7 sont en fonctionnement nominal (3x8) et si les émissions de l'année n-1 dépassent les 50 tonnes de COV.

Avis de l'inspection des installations classées :

Les mesures proposées par l'exploitant sont conformes au catalogue des mesures-types élaborées au niveau régional à partir du retour d'expérience 2013/2014 pour le paramètre COV, c'est-à-dire :

- des actions de sensibilisation en cas d'atteinte du niveau 1,
- des actions de report de certaines activités en cas d'atteinte du niveau 2,
- des restrictions d'activités en cas d'atteinte du niveau 2 aggravé.

Notons que pour le niveau d'alerte le plus élevé, l'exploitant s'engage sur un arrêt possible de certaines activités de l'une des unités d'application de peintures pour réduire sensiblement les émissions de COV. Néanmoins, la condition sur le niveau d'émissions en COV de l'année n-1 ne sera pas repris.

Par cohérence avec le document cadre zonal qui s'applique à toutes les ICPE, 2 mesures intégrées à partir du niveau 2 auraient pu (dû) l'être dès le niveau 1 :

- l'interdiction du déplacement non stratégique ;
- l'entretien des extérieurs via des engins thermiques.

Nous proposons donc d'intégrer ces 2 mesures en niveau 1 et non en niveau 2.

Polluant NOx : L'exploitant a remis les propositions suivantes (25/09/2019) :

Mesure applicable lors du niveau 2 :

- arrêt du brûleur du bain de dégraissage du TTS (traitement de surface).

Mesures applicables lors du niveau 2 aggravé :

- mesure du niveau 2,
- arrêt du four de la cabine spot repair n° 2,
- arrêt de l'une des deux chaudières vapeur.

Cette dernière proposition sera applicable comme suit :

- l'arrêt ne pourra se faire qu'en présence d'un chauffeur, du lundi au jeudi ;
- le premier jour, la chaudière sera arrêtée, c'est-à-dire fermeture de la vanne de gaz (vannes alimentaire) ; la chaudière restera sous pression de vapeur ;
- le deuxième jour, si le niveau d'alerte est maintenu, la chaudière sera dépressurisée et noyée pendant une période maximale de sept jours ;
- l'arrêt ne pourra se faire qu'une fois par an pour une durée maximale de sept jours ;
- dans le cas d'une panne de l'autre chaudière, la chaudière noyée sera remise en service.

Avis de l'inspection des installations classées :

Les mesures proposées par l'exploitant, qui seront prises en parallèle avec celles prévues pour les COV, sont conformes au catalogue des mesures-type élaborées pour les cas de pollution en dioxyde d'azote.

On notera que les mesures de niveau 1 n'ont pas été précisées. Elles sont en fait celles visées dans les propositions de réduction des COV rapportées plus haut. Dès le niveau 2, et lors du niveau 2 aggravé, des arrêts de certaines installations de combustion sont prévues, avec cependant un processus bien précis pour éviter de paralyser le fonctionnement des activités de l'établissement.

5. Conclusion et proposition de l'inspection

En conclusion, considérant ce qui précède, et notamment :

- que les dépassements récurrents de valeurs limites réglementaires associées aux polluants atmosphériques en Auvergne-Rhône-Alpes entraînant des épisodes de pollution et l'enjeu sanitaire majeur que ces dépassements induisent ;
- que l'établissement STS Composites constitue un émetteur important de COV à l'échelle du territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes ;
- qu'il est nécessaire d'agir rapidement lors des épisodes d'alerte à la pollution atmosphérique, par des mesures d'urgence applicables aux sources fixes ;
- que les mesures proposées par l'exploitant qui prend en compte une réduction des COV et des oxydes d'azote (revues partiellement par l'inspection) en cas d'alerte pour les 2 niveaux couvrent à la fois la maîtrise et la réduction des émissions et sont graduées proportionnellement à l'importance du pic de pollution.

L'inspection des installations classées propose à madame le préfet de l'Ardèche de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2003-218-6 du 6 août 2003 de l'établissement STS Composites, par un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant les mesures précitées, pris en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

A cet effet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport. Une présentation au CODERST n'est pas nécessaire. Il convient de consulter l'exploitant sur ce projet d'arrêté au titre de la procédure contradictoire.

Vérifié, adopté et transmis,
à madame le préfet de l'Ardèche
Privas, le **- 9 OCT. 2019**
Pour la directrice, l'adjoint au chef de l'unité
interdépartementale Drôme-Ardèche


Boris VALLAT

L'inspecteur de l'environnement


Jean-Etienne MARTIN

